

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
6 place de la Pyrotechnie  
CS 70004  
18019 BOURGES

Orléans, le 26 octobre 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOCIETE JACOBI CARBONS FRANCE**

15 route de Foëcy  
18100 VIERZON

Références : VAT20230595  
Code AIOT : 0010002231

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/09/2023 dans l'établissement SOCIETE JACOBI CARBONS FRANCE implanté 15 route de Foëcy 18100 Vierzon. L'inspection a été annoncée le 08/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIETE JACOBI CARBONS FRANCE
- Usine PICA 15 route de Foëcy 18100 Vierzon
- Code AIOT : 0010002231
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société JACOBI CARBONS FRANCE est spécialisée dans la production de charbon actif, en grain ou en poudre. La société a été autorisée à étendre la fabrication de charbon actif, situé 15 route de Foëcy à Vierzon par l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2002, complété par l'arrêté préfectoral du 3 août 2007 et modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires des 13 octobre 2015 et 9 novembre 2016.

### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- les suites des précédentes visites (bruit, installations électriques, mise en place des caillebotis),
- les moyens d'intervention en cas d'accident, surveillance et détection,
- les dispositions de restriction des usages de l'eau,
- prévention des pollutions accidentelles (rétentions, transport chargement déchargement),
- gestion des déchets (stockage),
- poussières en générales (conception, entretien, éviter les accumulations,...),
- traçabilité des déchets.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	NC1* VI 23/06/20	Arrêté Préfectoral du 23/10/2002, article 3.4.2.	Susceptible de suites	Sans objet
2	Mesures de prévention et de protection	Arrêté Préfectoral du 23/10/2002, article 3.5.2.3.	Susceptible de suites	Sans objet
4	Moyens d'intervention en cas d'accident	Arrêté Préfectoral du 23/10/2002, article 3.5.7.1.1	Susceptible de suites	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau	AP Complémentaire du 09/11/2016, article 5	Susceptible de suites	Sans objet
5	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 23/10/2002, article 3.1.7.1.1	/	Sans objet
6	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 23/10/2002, article 3.1.7.1.2	/	Sans objet
7	Déchets	Arrêté Préfectoral du 23/10/2002, article 3.3.3.1	/	Sans objet
8	Déchets	Arrêté Préfectoral du 23/10/2002, article 3.3.3.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 23/10/2002, article 4.1.2.2.1	/	Sans objet
10	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 25/09/2023, article R.541-45	/	Sans objet
11	Restriction des usages de l'eau	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	/	Sans objet
12	Restriction des usages de l'eau	AP Complémentaire du 03/08/2007, article 3	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessus.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : NC1\* VI 23/06/20

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/2002, article 3.4.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des nuisances sonores
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les émissions sonores de l'installation n'engendrent pas une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après dans les zones à émergences réglementées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergences réglementées (incluant le bruit de l'établissement) si supérieur à 35 dB (A) mais inférieur ou égal à 45 dB {A}, l'émergence admissible de 7h à 22h sauf dimanche et jours fériés est de 6 dB (A) et l'émergence admissible de 22h à 7h dimanches et jours fériés est de 4 dB (A);</li> <li>- Le niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergences réglementées (incluant le bruit de l'établissement) si supérieur à 45 dB {A}, l'émergence admissible de 7h à 22h sauf dimanche et jours fériés est de 5 dB (A) et l'émergence admissible de 22h à 7h dimanches et jours fériés est de 3 dB (A).</li> </ul> <p>L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence des bruits générés par l'établissement).</p> <p>Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limites de propriété de l'établissement, déterminés de manière à assurer le respect des valeurs d'émergences admissibles sont les suivants :</p>

- Limites contiguës à la parcelle n°249a, le niveau maximum en dB (A) admissible en limite de propriété en période diurne 65 dB(A) et en période nocturne 55 dB(A);
- Autres limites de l'établissement, le niveau maximum en dB (A) admissible en limite de propriété en période diurne 70 dB(A) et en période nocturne 60 dB(A).

[...]

La durée d'apparition d'un bruit particulier de l'établissement, à tonalité marquée et de manière établie ou cyclique, n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

#### **Constats :**

Dépassement de l'émergence sonore en période nocturne au niveau d'une zone à émergence réglementée (point n°6) et dépassement des niveaux sonores en période nocturne au niveau du point n°3.

#### **Observations :**

Le constat du 16/07/19 « dépassement de l'émergence sonore en période nocturne au niveau d'une zone à émergence réglementée (point n°6) » a été reconduit lors de l'inspection du 23 juin 2020 (NC1\*). En effet, lors de la campagne de mesures du 25 février 2020 réalisée par la société Apave Bourges (réf:20530 LSO 0545100 L-R01-Rev00), le point n° 6 était de nouveau non-conforme. Par courrier du 21/08/20, l'exploitant a indiqué que « malgré différentes actions visant à éloigner ou éliminer toute source potentielle de bruit, ainsi que des recherches sur l'origine probable de l'émergence observée, nous n'avons pas réussi à identifier la source du bruit ».

L'exploitant a également indiqué qu'aucune plainte du voisinage à ce propos n'a été formulée.

Par courriel du 21/04/21, l'exploitant a précisé qu'il maintenait une vigilance quant au niveau sonore nocturne au point n°6.

Lors de la visite du 16/09/22, l'exploitant a indiqué à l'inspection que différents aménagements ont été réalisés. Les chariots élévateurs fonctionnant au gaz ont été remplacés par des chariots électriques. Des plaques d'absorption ont été mises en places au niveau du local chaudière (situé à proximité du point n°6). Les horaires de fonctionnement de l'atelier broyage ont été modifiés, arrêt à 20 h dans le cas du fonctionnement de cet atelier. La prochaine campagne de mesures doit avoir lieu en mars 2023.

Lors de la visite du 29 septembre 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport des mesures de niveaux sonores effectuées le 28 juin 2023 par la société Apave de Bourges (réf : 100096241-001-R01-V01). L'inspection a consulté ce rapport et a constaté un dépassement des niveaux sonores en période nocturne au niveau du point n°3 en limite de propriété vers le Canal de Berry, zone non urbanisée (niveau mesuré 60,5 pour 60). L'inspection a constaté également un dépassement de l'émergence sonore en période nocturne au niveau d'une zone à émergence réglementée (point n°6). Le rapport Apave précisé qu'aucune tonalité marquée n'a été détectée.

Au vu des résultats de la campagne de mesures du 28/06/23, les dispositions prises par l'exploitant en 2022, ne s'avèrent pas suffisantes.

L'exploitant a indiqué à l'inspection qu'il allait faire faire une étude sonore approfondie afin de définir les mesures à mettre en place pour résorber les dysfonctionnements observés en zone à émergence réglementée. L'exploitant précise à l'inspection qu'aucune plainte du voisinage n'a été formulée.

L'exploitant transmettra à l'inspection le bon de commande de l'étude sonore (assistance technique d'insonorisation).

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

<b>Proposition de suites</b> : Sans objet
---

**N° 2** : Mesures de prévention et de protection

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Préfectoral du 23/10/2002, article 3.5.2.3.
---

<b>Thème(s)</b> : Risques chroniques, Installations électriques
---

<b>Prescription contrôlée</b> :
---------------------------------

[...]

Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il est remédié à toute défécuosité relevée dans les délais les plus brefs.

[...]

Les rapports de contrôles des installations électriques sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

<b>Constats</b> : Les installations électriques ne sont pas maintenues en bon état.
---

<b>Observations</b> :
-----------------------

Lors de la vérification Q18 des installations électriques de l'établissement en date du 19 mai au 9 juillet 2021, réalisée par la société Apave Bourges (R098192.02.62.21.I.001.ELAR.001), il a été relevé 9 constats.

Lors de la visite du 16/09/22, l'exploitant a remis à l'inspection des installations classées, les justificatifs de réparation permettant la levée de toutes les non-conformités ou anomalies relevées lors du contrôle de 2021. La remise en état des installations a été effectuée par la société CEC de Bourges en date des 9 et 24 novembre 2021 et 7 décembre 2021.

L'exploitant a indiqué à l'inspection que les installations électriques ont fait l'objet d'un contrôle du 16 au 25 mai 2022 par la société Apave Bourges (R098192.02.62.22.K.001.ELAR.001), il a été relevé 36 constats.

Lors de la visite du 29 septembre 2023, l'exploitant a remis à l'inspection, les justificatifs de réparation permettant la levée de 11 anomalies relevées lors du contrôle de 2022. La remise en état des installations a été effectuée par la société CEC de Bourges en date des 12 août et 12 septembre 2022.

L'exploitant a également remis à l'inspection le rapport général de contrôles des installations électriques de l'établissement réalisés en date du 13 au 24 mars 2023 par la société Apave Bourges (R098192.02.62.23.M.001.ELAR.001). L'inspection a consulté ce rapport et a constaté que 33 anomalies ont été relevées dont 9 pour la première fois.

L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que la société CEC de Bourges doit intervenir le 10 octobre 2023 pour résorber une partie des constats relevés ci-dessus. L'exploitant a précisé à l'inspection que certains travaux ne peuvent être réalisés que lors d'un arrêt complet des installations qui doit se faire en fin d'année 2023.

L'exploitant transmettra le rapport de mise en conformité des installations électriques à l'inspection des installations classées dès réception de ce dernier.

<b>Type de suites proposées</b> : Susceptible de suites
---

<b>Proposition de suites</b> : Sans objet
---

### N° 3 : Réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/11/2016, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Etude technico économique
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant fournit au préfet [...] une étude technico-économique [...] intégrant l'ensemble des substances visées au tableau de l'article 4 (zinc et ses composés, cuivre et ses composés et chrome et ses composés) [...] Mise en œuvre des actions recommandées par cette étude.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> Le 27 août 2021, l'exploitant a transmis à monsieur le Préfet du Cher l'étude technico-économique concernant la réduction des substances dangereuses dans les rejets. L'étude technico-économique concernant la réduction des substances dangereuses dans les rejets, réalisée en 2021 par la société Socotec Environnement de Lyon (69) a bien intégré l'ensemble des substances visées à l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 novembre 2016 (zinc et ses composés, cuivre et ses composés et chrome et ses composés). Suite à cette étude, deux fiches d'actions permettant de diminuer à la source la présence de cuivre et de zinc ont été élaborées. La fiche d'action n°1, relative au curage du bassin tampon a été réalisée le 7 octobre 2021 par la société Gesset de Vierzon (18). La fiche d'action n°2 consiste au remplacement des canalisations en acier galvanisé présentes sur le réseau d'eau brute et le réseau d'eau ville ainsi que le remplacement des caillebotis en acier galvanisé présents au-dessus du bassin tampon, par des caillebotis en polyester. Lors de la visite du 16/09/22, l'exploitant a indiqué à l'inspection qu'une réflexion allait être menée pour la fiche d'action n°2 avec dans un premier temps, le remplacement des caillebotis.  Par courriel du 9 décembre 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection le bon de commande validé pour le remplacement des caillebotis actuels par des caillebotis en polyester. Lors de la visite du 29 septembre 2023, l'inspection a constaté que les caillebotis ont bien été changés. L'exploitant a indiqué à l'inspection, qu'il réalise un suivi du paramètre Zinc dans les rejets d'effluents et que les valeurs relevées sont en nette baisse (600 µg/l en moyenne en 2021, 286 µg/l en 2022 et 175 µg/l en 2023). L'exploitant indique qu'il va poursuivre le suivi de ces rejets d'effluents.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Moyens d'intervention en cas d'accident

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/2002, article 3.5.7.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Equipement - définition des moyens
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à une analyse préalable qui apprécie le potentiel de danger de l'installation et précise les moyens nécessaires pour assurer la maîtrise des risques inventoriés.

<p>Notamment en ce qui concerne le risque incendie, le site est pourvu d'extincteurs, de RIA ou de moyens d'extinction équivalents adaptés au risque et en nombre approprié. Ils sont judicieusement répartis dans l'installation.</p> <p>Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.</p> <p>L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Certains équipements de protection contre un incendie ne sont pas maintenus en bon état (RIA, désenfumage, BAES). L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les justificatifs de travaux de remise en état des différents dispositifs de sécurité incendie.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>Lors de la visite du 16/09/22, l'exploitant a remis à l'inspection les derniers rapports de contrôles finalisés le 28 juillet 2022 par la société ABC Protection Incendie de Mer (41). Les conclusions de ces contrôles sont : aucune non-conformité n'a été relevée pour les extincteurs, un RIA à remplacer (n°5), deux blocs éclairage sécurité (2 et 7) à remplacer et les systèmes de désenfumage n°9, 12 et 13 doivent être remis en état (les devis de travaux sont en cours).</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection lors de la visite du 16/09/22 que les quelques anomalies détectées étaient en cours de traitement.</p> <p>Lors de la visite du 29 septembre 2023, l'exploitant a indiqué à l'inspection que l'établissement dispose de 238 extincteurs, 31 RIA, 66 BAES et 15 trappes de désenfumage. Ces différents équipements sont adaptés aux risques à défendre et bien répartis. Ils sont contrôlés annuellement.</p> <p>L'exploitant a transmis les rapports de contrôles des équipements de sécurité finalisés le 28 juillet 2023. L'inspection des installations classées a consulté les rapports et a constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- aucune non-conformité n'a été relevée pour les extincteurs (pour information, 51 extincteurs seront à remplacer en 2024)</li> <li>- 12 blocs éclairage sécurité doivent être remplacés,</li> <li>- les RIA n°2, 5, 18 et 24 doivent être remis en état,</li> <li>- les systèmes de désenfumage n°12 et 13 doivent être remis en état (les devis de travaux sont en cours).</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

## N° 5 : Prévention des pollutions accidentelles

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/2002, article 3.1.71.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétentions</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,</li> <li>- 50 % de la capacité des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable au bassin de stockage préalable au traitement des eaux résiduaires.</p>



<p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,</li> <li>- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.</li> </ul> <p>[...]</p> <p>Les rétentions ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.</p> <p>[...]</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>[...]</p>
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<p><b>Observations :</b></p> <p>Lors de la visite du 29 septembre 2023, l'inspection des installations classées n'a pas constaté de dysfonctionnement. Les liquides susceptibles de créer une pollution sont stockés sur des rétentions opérationnelles. L'inspection a constaté que les récipients contenant des produits incompatibles situés au niveau du bâtiment 4 ne sont pas associés à la même rétention.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 6 : Prévention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/2002, article 3.1.71.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transports - Chargements - Déchargements
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les aires de chargement et de déchargement de véhicules transportant des produits susceptibles de porter atteinte à l'environnement par déversement sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.</p> <p>Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).</p> <p>Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.</p> <p>Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.</p>
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<p><b>Observations :</b></p> <p>Lors de la visite du 29 septembre 2023, l'inspection des installations classées a constaté que les aires de stockage et de manipulation de produits dangereux ou polluants, les aires de chargement et de déchargement de véhicules transportant des produits susceptibles de porter atteinte à l'environnement sont étanches et reliées à un bassin de rétention suffisamment dimensionné.</p>

L'inspection a constaté que le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel (les palettes sont filmées et arrimées, les fûts sont arrimés). Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 7 : Déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/2002, article 3.3.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage des déchets sur le site - Quantités
<b>Prescription contrôlée :</b> L'élimination des déchets entreposés doit être faite régulièrement, aussi souvent que nécessaire de façon à limiter l'importance des dépôts et ne pas atteindre la saturation, ni en surface, ni en capacité de rétention des aires de stockage prévues ci-dessus. A cet effet, la quantité de déchets stockés sur le site ne doit pas dépasser la quantité mensuelle produite, sauf en situation exceptionnelle justifiée par des contraintes extérieures à l'établissement comme les déchets générés en faible quantité (< 5 tan), où faisant l'objet de campagnes d'élimination spécifiques. En tout état de cause, ce délai ne dépassera pas un an.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> Lors de la visite du 29 septembre 2023, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que les déchets sont évacués régulièrement (mensuellement) et aussi souvent que nécessaire. Lors de la visite, l'inspection a constaté que les déchets sont bien évacués régulièrement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 8 : Déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/2002, article 3.3.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage des déchets sur le site - Organisation
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets produits sont stockés, avant leur valorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs...) pour les populations avoisinantes et l'environnement. [...] Les déchets ne sont stockés, en vrac dans des bennes, que par catégories de déchets compatibles et sur des aires affectées à cet effet. Toutes les précautions sont prises pour limiter les envols. Les bennes contenant des déchets générateurs de nuisances sont couvertes ou placées à l'abri des

<p>pluies.</p> <p>Les bennes pleines ne restent pas plus de 15 jours sur le site, sauf en cas d'indisponibilité de la filière d'élimination.</p>
<p><b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>Lors de la visite du 29 septembre 2023, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées qu'un projet de revalorisation des big bags usagers est à l'étude (compactage sous forme de balles de 500 kg et revalorisation). Actuellement les big bags usagers sont envoyés en installation de stockage de déchets non dangereux.</p> <p>L'inspection a constaté que les différents déchets produits par l'établissement sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution.</p> <p>L'exploitant procède à un tri des déchets par catégories, ces déchets sont stockés dans des bennes ou autres contenants, abrités des intempéries.</p> <p>Les déchets sont évacués régulièrement. L'exploitant tient à jour un registre des déchets.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

#### N° 9 : Prévention de la pollution atmosphérique

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/2002, article 4.1.2.2.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Poussières</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tous les postes ou parties d'installations susceptibles d'engendrer des émissions de poussières seront pourvus de moyens de collecte et/ou de traitement de ces émissions.</p> <p>Les émissions de poussières doivent être captées et dirigées vers un ou plusieurs dispositifs de dépoussiérage, soit combattues à la source par capotage ou aspersion des points d'émissions, où par tout procédé d'efficacité équivalente.</p> <p>[...]</p> <p>La conception et la fréquence d'entretien de l'installation devront permettre d'éviter les accumulations de poussières sur les structures et dans les alentours.</p> <p>Les voies de circulation nécessaires à l'exploitation seront entretenues de façon à prévenir les émissions de poussières.</p>
<p><b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>Lors de la visite du 29 septembre 2023, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées qu'un entretien des bâtiments et des surfaces extérieures est effectué hebdomadairement.</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection avoir fait l'acquisition de plusieurs balayeuses.</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection qu'une étude pour l'amélioration des mesures de captation des poussières et prévention de la pollution atmosphérique a été lancée.</p> <p>Lors de la visite du site le 29 septembre 2023, l'inspection a constaté que la présence de moyens de collecte des poussières sur certaines installations et que l'entretien du site est bien réalisé afin de prévenir les émissions de poussières.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 10 :** Traçabilité des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 25/09/2023, article R.541-45
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets - utilisation de Trackdéchets
<b>Prescription contrôlée :</b> I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée "système de gestion des bordereaux de suivi de déchets". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
<b>Constats :</b> Conforme
<b>Observations :</b> Lors de la visite du 29/09/23, l'exploitant a présenté à l'inspection l'application "Trackdéchets" et plus particulièrement son établissement. L'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant utilise l'application "Trackdéchets" pour le suivi des déchets dangereux générés par les activités sur son site. L'exploitant a remis à l'inspection un récépissé Trackdéchets (bordereau de suivi de déchets dangereux, réf : BSD-20230613-K0FQNV23T du 20 juin 2023 annexé au bordereau n° : BSD-20230915-S553AEWM5 relatif à des déchets solides contenant des substances dangereuses, 15 01 10*).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 11 :** Restriction des usages de l'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Restriction des usages de l'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> I) Les installations classées [...], sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes: – vigilance: sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site; – alerte: réduction du prélèvement d'eau de 5 %; – alerte renforcée: réduction du prélèvement d'eau de 10 %; – crise: réduction du prélèvement d'eau de 25 %. [...] III) Les réductions mentionnées au I sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant. [...] IV. – Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations

classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours. Cette transmission est faite en utilisant le lien suivant: <a href="https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire">https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire</a> . La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> Lors de la visite du 29 septembre 2023, l'exploitant a indiqué à l'inspection avoir connaissance de la procédure issue de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023. L'exploitant précise qu'il n'a pas eu l'occasion de transmettre des informations sur le site « démarches simplifiées » car le seuil de la rivière « Yèvre Aval » est resté en zone de vigilance et n'a jamais atteint le seuil de l'alerte ni de l'alerte renforcée. L'exploitant a également indiqué à l'inspection avoir procédé à la sensibilisation du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 12 : Restriction des usages de l'eau

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 03/08/2007, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures liées au déclenchement du plan d'alerte
<b>Prescription contrôlée :</b> Dès la publication de l'arrêté préfectoral constatant le franchissement du seuil d'alerte correspondant au débit seuil d'alerte pour le bassin hydrographique dans lequel l'établissement industriel est implanté, l'exploitant met en œuvre les dispositions suivantes : - information du service unique chargé de la police de l'eau et de la pêche (Direction Départementale de l'Équipement et de l'Agriculture) et de l'Inspection des Installations Classées des besoins réels et prioritaires et des ressources alternatives éventuelles de l'établissement pour une période d'un mois, - cette information est renouvelée tous les mois pendant la durée de l'alerte, - tenue d'un registre de suivi des installations de prélèvement d'eau pendant la durée de l'alerte. Ce registre indique les index hebdomadaires des compteurs. Il est tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées sur le site d'exploitation. [...]
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> Lors de la visite du 29 septembre 2023, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que le seuil de la rivière « Yèvre Aval » est resté en zone de vigilance et n'a jamais atteint le seuil de l'alerte. L'exploitant a précisé à l'inspection avoir procédé à la sensibilisation du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau. Il a également indiqué tenir à jour un registre de suivi des installations de prélèvement d'eau et ce toute l'année. L'exploitant a transmis à l'inspection le fichier de suivi des prélèvements.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet